



Orientations et plan d'action 2014-2015

- 1) Attendu l'engagement de l'organisation à poursuivre les projets amorcés en 2013-2014, soit
 - le projet sur la cyber sécurité au Maghreb-Mashrek;
 - le projet d'appui aux défenseur-es des droits de la personne dans les communautés touchées par les activités minières en Amérique centrale;
 - le projet de soutien aux organisations syndicales au Honduras et au Nicaragua;
 - le projet Hochelagatable sur la souveraineté alimentaire dans Hochelaga-Maisonneuve à Montréal;
 - Les projets de stages jeunesse avec Québec-sans frontières et le partenariat avec l'université d'Ottawa
- 2) Attendu la poursuite du programme d'employabilité pour les personnes immigrantes;
- 3) Attendu l'importance de maintenir les collaborations avec les partenaires d'Alter-Inter et de soutenir le processus du Forum social mondial;
- 4) Attendu l'importance de la défense du statut d'organisme de bienfaisance d'Alternatives;
- 5) Attendu l'importance d'accroître les revenus autonomes de l'organisation;
- 6) Attendu le succès du Forum social des peuples, l'importance de renforcer les alliances qui se sont tissées et le rôle de l'organisation au sein du FSP, en particulier au niveau de l'assemblée de convergence sur le climat;
- 7) Attendu la tenue des élections générales au Canada, d'une part, et de l'offensive d'austérité engagée par le Gouvernement du Québec, d'autre part;

Que l'assemblée générale d'Alternatives mandate le nouveau conseil d'administration et l'équipe de travail de structurer le plan de travail de l'organisation autour des éléments suivants :

Au niveau des projets à l'étranger

- 1) de poursuivre les projets et les programmes amorcés au cours de la dernière année et d'accroître la présentation de nouveaux projets, notamment :
 - pour soutenir les mouvements sociaux axés sur les droits dans la région du Maghreb/Mashrek;
 - pour soutenir les défenseur-es des droits de la personne dans les communautés touchées par les activités minières en Amérique latine;
 - pour développer les perspectives sur les enjeux de cybersécurité au Maghreb-Mashrek ; contrer la violence politique faite aux femmes dans la région; pour stimuler la solidarité syndicale, entre les mouvements et les communautés dont prioritairement les communautés autochtones.

Au niveau du statut d'organisme de bienfaisance et de la planification stratégique

- 2) de s'engager le cas échéant, en conséquence des exigences du statut d'organisme de bienfaisance, à tenir une assemblée générale spéciale sur des modifications à éventuellement apporter aux fins et objectifs de l'organisation en vue de maintenir le statut d'organisme de bienfaisance.

Au niveau de la mobilisation sociale

- 3) de maintenir notre contribution au sein du processus du Forum social des peuples et plus particulièrement au sein de celui de l'Assemblée sur le climat;
- 4) de répondre, dans ce cadre, à l'appel d'une campagne pour défaire le gouvernement Harper en 2015;
- 5) de maintenir notre contribution au suivi du FSP par l'organisation, après les élections 2015, d'une assemblée générale du FSP;
- 6) de contribuer à la mobilisation du FSM 2015 à Tunis;
- 7) de participer, de concert avec les autres organisations du mouvement social, environnemental et de coopération internationale, au développement d'un Front commun large de résistance aux politiques contre l'austérité;
- 8) de participer aux mobilisations contre l'implication canadienne dans les guerres;

- 9) d'appuyer le travail de solidarité avec le peuple palestinien, notamment à la relance de la campagne BDS, en appuyant l'action de la Coalition Justice et Paix avec la Palestine.

Au niveau des activités autonomes de l'organisation

- 10) de poursuivre la réalisation du magazine radio, en collaboration avec CIBL, de la page mensuelle d'Alternatives dans le journal Le Devoir, du Journal des Alternatives et celui d'*Alternatives International Journal* sur le Web, en appuyant notamment les orientations principales de la présente recommandation;
- 11) de prévoir la tenue du Festival des solidarités, en juin prochain, centré sur la mobilisation pour contrer les politiques d'austérité, d'ici et d'ailleurs;
- 12) d'explorer des transformations de l'édifice de l'organisation en vue de développer un projet d'économie sociale.

Au niveau du travail en coalition

- 13) de poursuivre le travail de concert avec les coalition desquelles Alternatives est membres soit : la fédération Alternatives International, le Conseil International du Forum social mondial, l'Association pour le progrès dans les communications, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, la Concertation pour Haïti, Food Secure Canada, le Réseau pour un commerce juste, le Réseau québécois sur l'intégration continentale, le Réseau québécois des groupes écologistes, la Coalition pour la Justice et la paix en Palestine, les coalitions Pas de démocratie sans voix! et Voices-Voix, le Mouvement vigilance énergie, la Coalition pour la souveraineté alimentaire, le Regroupement des jardins collectifs du Québec et la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine.